

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Décret n° 51-1137 du 26 septembre 1951 relatif à l'organisation de l'enseignement du ski.

(Application de la loi n° 48-269 du 18 février 1948, *Journal officiel* du 19 février 1948, page 1776.)

Le président du conseil des ministres,  
Sur les rapports du ministre de l'éducation nationale, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du garde des sceaux, ministre de la justice,  
Vu l'article 7 de la loi du 18 février 1948 sur l'enseignement du ski;  
Vu l'avis des organisations professionnelles intéressées,

Décète :

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup>. — Le ministre chargé des sports contrôle l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement du ski.

Assisté d'un comité consultatif, il délivre les diplômes ou brevets prévus à l'article 3 de la loi du 18 février 1948, fixe les conditions dans lesquelles l'enseignement est donné et nomme les agents chargés d'en assurer le contrôle.

Art. 2. — Le comité consultatif prévu à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 février 1948 est constitué par arrêté du ministre chargé des sports. Il comprend un représentant du ministre chargé du tourisme désigné par ce dernier.

Il est présidé par le ministre chargé des sports ou par un de ses représentants choisis parmi les hauts fonctionnaires de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Il a pour rôle :

- 1° De donner son avis sur tous les problèmes énumérés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus;
- 2° De mettre au point la méthode d'enseignement du ski;
- 3° D'assurer la liaison entre la profession, la clientèle et les organisations collectives utilisant le service des moniteurs de ski.

Art. 3. — Le comité consultatif comprend une section permanente chargée de donner son avis sur les questions de la compétence du comité présentant un caractère d'urgence ou ne mettant pas en cause des questions de principe.

La section permanente peut également recevoir du comité consultatif une délégation spéciale de pouvoir portant sur des questions déterminées.

La section permanente est présidée de la même manière que le comité consultatif.

Art. 4. — Le secrétariat des réunions du comité consultatif et de sa section permanente est confié à un agent de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Les conditions de fonctionnement du comité consultatif et de sa section permanente sont fixées par arrêté du ministre chargé des sports.

#### TITRE II. — Conditions de délivrance des brevets.

Art. 5. — Le ministre chargé des sports délivre un brevet de moniteur auxiliaire du ski français.

Pour obtenir ce brevet, il faut être Français, être âgé d'au moins vingt ans au 1<sup>er</sup> octobre de la saison de ski en cours et avoir subi avec succès, depuis moins de deux saisons, un examen probatoire de capacité à l'enseignement du ski.

La limite d'âge est abaissée à dix-huit ans pour les candidats ayant effectivement participé aux épreuves finales du championnat de France de ski organisé par la Fédération française de ski.

Ne peuvent obtenir ce brevet ceux qui ont été condamnés soit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou à une peine plus grave pour crime ou pour attentats aux mœurs prévus aux articles 330, 331, 332, 333, 334 et 334 bis du code pénal, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis, supérieure à quinze jours, pour vol ou coups ou blessures.

Les candidats ayant réussi à l'examen de capacité peuvent obtenir du ministre chargé des sports, après avis du comité consultatif, l'autorisation temporaire d'enseigner le ski, moyennant rétribution et sous le contrôle d'un moniteur titulaire du diplôme prévu à l'article 7 ci-après, dans les organismes ou dans les écoles de ski français agréés par le ministre chargé des sports.

Les candidats qui ont échoué trois fois à l'examen probatoire de capacité ne peuvent s'y représenter.

Art. 6. — La délivrance du brevet de moniteur auxiliaire du ski français est subordonnée aux résultats d'un examen passé à l'école nationale de ski et d'alpinisme et organisé à l'issue d'un stage.

Le brevet de moniteur auxiliaire confère à ses titulaires le droit d'enseigner pendant une durée de cinq saisons entières et consécutives au maximum à compter de la date de sa délivrance.

Le délai est calculé pour les candidats qui ont subi avec succès l'examen avant l'âge de vingt ans à compter du jour où ils ont atteint l'âge de vingt ans révolus.

Les candidats qui ont échoué trois fois à l'examen de moniteur auxiliaire ne peuvent s'y représenter.

Art. 7. — Le ministre chargé des sports délivre également le diplôme de moniteur du ski français.

Pour obtenir ce brevet, il faut être Français, n'avoir encouru aucune des condamnations prévues à l'article 5 ci-dessus, être âgé d'au moins vingt-trois ans au 1<sup>er</sup> octobre de la saison en cours, être titulaire du brevet de moniteur auxiliaire depuis moins de cinq saisons et avoir enseigné le ski comme tel durant au moins deux saisons.

Le délai de cinq saisons est calculé pour les candidats qui ont subi avec succès l'examen avant l'âge de vingt ans à compter du jour où ils ont atteint l'âge de vingt ans révolus.

Toutefois les skieurs ayant appartenu au moins deux fois à l'équipe nationale de ski et ayant obtenu la qualification d'international de la fédération française de ski, peuvent, après avis du comité consultatif de l'enseignement du ski ou de sa section permanente, être autorisés par le ministre à suivre les stages ou à se présenter à l'examen de moniteur, sans autre condition que celle de posséder la nationalité française.

Art. 8. — La délivrance du diplôme de moniteur du ski français est subordonnée aux résultats d'un examen passé à l'école nationale de ski et d'alpinisme et organisé à l'issue d'un stage.

Le diplôme de moniteur du ski français confère à ses titulaires le droit d'enseigner.

Ce droit peut être retiré dans les conditions prévues à l'article 16 ci-après.

Art. 9. — Les candidats aux brevets et diplômes définis au présent titre doivent adresser au ministre chargé des sports qui décide de l'acceptation des candidatures, après avis du comité consultatif ou de sa section permanente, une demande accompagnée d'un dossier composé de pièces qui seront fixées par arrêté.

Les candidats qui suivent un stage à l'école nationale de ski et d'alpinisme souscrivent à l'entrée du stage un engagement de se tenir à la disposition du ministre chargé des sports pour enseigner le ski moyennant rétribution à raison d'un mois par an pendant deux ans et sous réserve que la demande en soit faite au plus tard le 15 novembre de la saison à venir.

Le remboursement des frais de scolarité sera exigé lorsque l'engagement ne sera pas respecté.

Art. 10. — Le programme des stages et des examens, la composition et les modalités de réunion des jurys d'examen sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports.

#### TITRE III. — Contrôle de l'enseignement.

Art. 11. — Ne peuvent prendre et afficher le titre d'école du ski français agréée que les centres d'enseignement collectif du ski remplissant les conditions définies par arrêté du ministre chargé des sports et agréés par ce dernier après avis du comité consultatif de l'enseignement du ski. L'agrément prévu au présent article peut être retiré dans les mêmes formes.

Art. 12. — Tout moniteur de ski est tenu, dans le mois qui suit son entrée en fonctions, de se faire inscrire auprès du directeur de l'école de ski français agréée la plus proche du lieu où il exerce sa profession. Il doit faire connaître dans les mêmes conditions la cessation définitive ou provisoire de ses fonctions.

Les directeurs d'école adressent les listes des moniteurs en fonction sous leur autorité ou inscrits auprès d'eux, en précisant les titres des intéressés et la localité où ils enseignent, au chef du service départemental de la jeunesse et des sports compétent qui les centralise et en adresse copie au comité régional du tourisme et, à l'échelon national, au ministre chargé des sports et au secrétaire du comité consultatif.

Les responsables des collectivités, organismes ou groupements qui emploient des moniteurs de ski, sont tenus d'en établir la liste et de l'adresser aux services départementaux compétents. Chaque année, le comité consultatif dresse par région la liste des moniteurs de ski.

Art. 13. — Dans chaque station de sports d'hiver la liste des moniteurs de ski qui exercent dans la station est établie par les organisations professionnelles, sous le contrôle du service départemental de la jeunesse et des sports compétent. Cette liste indique le siège social de l'école de ski française agréée ainsi que les noms du directeur et des moniteurs qui la composent, suivis de leurs titres.

Cette liste et la liste des tarifs homologués dans les conditions prévues à l'article 19 ci-après sont portées à la connaissance des clients, dans les lieux publics et les hôtels.

Art. 14. — Les moniteurs auxiliaires et les moniteurs du ski français qui enseignent effectivement reçoivent une carte de légitimation valable un an et dont la possession est obligatoire pour exercer la profession.

Cette carte donne droit au port d'un insigne dont la description sera faite par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 15. — Le contrôle de l'enseignement du ski est assuré par les services académiques et départementaux de la jeunesse et des sports et par des agents spécialement habilités à cet effet et choisis par le ministre chargé des sports, après avis du comité consultatif. Ces agents peuvent dresser des procès-verbaux d'infraction aux dispositions de la loi du 18 février 1948 et du présent décret et prêtent serment devant le juge de paix de leur résidence.

Le serment est prêté dans les termes suivants :

« Je jure de remplir fidèlement et convenablement les fonctions qui me sont confiées par le ministre chargé des sports en vue de veiller à l'observation des dispositions de la loi du 18 février 1948, du décret du 26 septembre 1951 et des arrêtés subséquents relatifs à l'enseignement du ski et d'observer, en toute circonstance, les devoirs que m'impose la réglementation en vigueur ».

Mention de la prestation du serment est portée par le greffier sur l'amplication de l'arrêté désignant l'intéressé.

Art. 16. — L'autorisation d'exercer peut être retirée par arrêté du ministre chargé des sports et après avis du comité consultatif (en séance plénière) à tout moniteur qui ne serait plus en état de donner un enseignement comportant des garanties suffisantes de technique et de sécurité ou qui aurait encouru une des condamnations prévues à l'article 5.

Les titulaires du diplôme de moniteur du ski français doivent subir tous les cinq ans un examen de révision portant sur des épreuves techniques pratiques.

Le ministre chargé des sports pourra, après avis du comité consultatif (en séance plénière), retirer l'autorisation d'enseigner à tout moniteur n'ayant pas réussi à cet examen ou ne s'y étant pas présenté, à moins d'excuse reconnue valable.

Dans tous les cas prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article l'intéressé est mis en mesure de fournir des explications écrites ou orales.

Tout moniteur à qui l'autorisation d'exercer a été retirée en vertu du présent article ne peut être réintégré qu'après avoir subi à nouveau les examens prévus pour la délivrance du brevet correspondant.

Art. 17. — Les infractions à la loi du 18 février 1948, au présent décret, aux arrêtés ministériels d'application, ainsi qu'aux règlements édictés ou homologués par le ministre chargé des sports, conformément aux dispositions du présent décret, peuvent donner lieu, en dehors des sanctions prévues à l'article 6 de ladite loi et suivant les cas, aux sanctions suivantes :

- a) Blâme ;
- b) Suspension temporaire ;
- c) Retrait de l'autorisation d'exercer.

Les sanctions sont prononcées par le ministre, après avis du comité consultatif ou de sa section permanente.

Dès le commencement de l'enquête, l'intéressé reçoit notification des griefs formulés à son encontre et est invité à fournir des explications écrites dans le délai minimum d'un mois.

L'avis de l'organisation professionnelle à laquelle est affilié l'intéressé est toujours demandé. Enfin, l'intéressé peut demander à être entendu personnellement par le comité consultatif ou faire présenter sa défense par un mandataire de son choix.

Art. 18. — Tout moniteur qui se signale par des services rendus au ski peut recevoir les récompenses suivantes :

- a) Lettres de félicitations du ministre chargé des sports ;
- b) Médaille d'honneur (de bronze, d'argent ou d'or) de l'éducation physique et des sports.

#### TITRE IV. — Tarifs.

Art. 19. — Les tarifs des cours et leçons donnés par les moniteurs de ski sont homologués par le ministre chargé des sports et le ministre chargé du tourisme, après avis du comité consultatif.

La rémunération dans le cadre des collectivités, proposée par le ou les syndicats ou groupements intéressés, est arrêtée par le ministre chargé des sports, après avis du comité consultatif.

#### TITRE V. — Dispositions transitoires et diverses.

Art. 20. — Les diplômes de moniteurs nationaux et les brevets de moniteurs auxiliaires de ski, attribués jusqu'à ce jour par la fédération française de ski et la direction générale de la jeunesse et des sports, sont seuls validés.

Art. 21. — Le comité consultatif proposera au ministre chargé des sports une liste de personnes qui, donnant l'enseignement du ski au moment de la promulgation de la loi du 18 février 1948, pourront être autorisées, à titre provisoire, à enseigner sans être soumises aux prescriptions de ladite loi et du présent décret, mais sous réserve de se présenter dans un délai maximum d'un an, à compter de la date de la publication du présent décret, à une session spéciale d'examen, pour obtenir un diplôme assimilé au brevet de moniteur auxiliaire, dans des conditions fixées par arrêté et à charge de faire la demande dans les trois mois de la publication dudit arrêté.

Art. 22. — L'application de la loi du 18 février 1948 et du présent décret aux militaires en activité de service fera l'objet d'un arrêté signé par le ministre de la défense nationale et le ministre chargé des sports.

Art. 23. — Les conditions dans lesquelles la loi du 18 février 1948 est applicable à l'enseignement du ski dans le cadre des activités scolaires seront réglées par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre chargé des sports.

Art. 24. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre chargé des sports et, éventuellement, le ministre de la défense nationale définiront, par arrêté, les diplômes habilitant leurs possesseurs à enseigner, moyennant rétribution, au bénéfice des milieux prévus aux articles 22 et 23 ci-dessus.

Art. 25. — Les modalités d'application du présent décret seront fixées par arrêté du ou des ministres intéressés.

Art. 26. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 septembre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l'éducation nationale,  
ANDRÉ MARIE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
EDGAR FAURE.

Le ministre des travaux publics, des transports  
et du tourisme,  
ANTOINETTE PINAY.

#### Décret du 26 septembre 1951 relatif à l'acceptation d'une donation faite à un lycée.

Par décret en date du 26 septembre 1951, la directrice du lycée de jeunes filles de Clermont-Ferrand est autorisée à accepter la donation nette de tous frais faite à cet établissement par Mme veuve Manducher consistant en une somme de 25.000 F.

Cette somme de 25.000 F, objet de cette libéralité, sera encaissée par Mme l'intendante du lycée de jeunes filles de Clermont et employée à l'achat d'un titre de rente française 3 p. 100 perpétuelle qui sera immatriculé au nom du lycée de jeunes filles de Clermont avec mention sur l'inscription de la destination des arrérages.

#### Budget primitif du musée national d'histoire naturelle pour l'exercice 1951.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre du budget en date du 12 septembre 1951, les recettes et les dépenses du budget primitif du musée national d'histoire naturelle pour l'exercice 1951 sont arrêtées à la somme de 108.210.867 F.